



Madame la Directrice Académique, Mesdames et Messieurs les membres du Comité Technique spécial,

Depuis 2 ans, les écoles sont ouvertes et tiennent du mieux qu'elles peuvent grâce aux enseignants qui conjuguent présentiel et distanciel et non grâce à ce gouvernement. Il serait grand temps de le reconnaître, dans les médias notamment puisque c'est le relai privilégié de notre haute hiérarchie. Pourtant les moyens supplémentaires pour venir en aide à nos élèves mis en difficulté par la pandémie n'arrivent pas, comme le montre le projet de carte scolaire examiné ce matin. Et les enseignants ont aujourd'hui un sentiment profond d'abandon.

Plus de 4% des classes sont officiellement fermées, les enseignants étant malades et non remplacés. Et dans les classes encore ouvertes, combien d'élèves absents ?

C'est donc une école discontinue, qui prive les élèves de bien-être et de continuité pédagogique, qui épuise les enseignants et les directeurs sans leur donner les informations et les moyens.

Nous nous interrogeons sur le prix que nous devrons, à terme, payer.

Pouvez-nous dire, à ce jour, :

- Combien d'enseignants n'ont pas été remplacés sur le département depuis le début de l'année ? Pour quelle durée en moyenne ?
- Avez-vous connaissance d'une ébauche de protocole ? Pouvons-nous espérer le savoir à temps, c'est-à-dire avant les vacances ? Je vous rappelle que, s'il est publié à partir de

demain, cela suppose que les équipes s'en saisissent sur un temps qui n'est pas supposé être un temps de travail. C'est pourtant ce qui s'est produit à plusieurs reprises... sans jamais donner lieu à la moindre reconnaissance ... comme d'ailleurs tout le travail supplémentaire lié à la crise.

- Nous avons besoin également de connaître la qualité de l'air dans nos classes (et cela correspond à un réel besoin qui n'est pas lié qu'à la COVID). Pouvez-vous nous dire combien de classes sont équipées de capteurs de CO2 ou vont l'être ?

Aujourd'hui, vous nous présentez des documents faisant état de 46 fermetures de classes. Cette dotation à 0 aurait dû éviter de nombreuses fermetures, il n'en est rien ! C'est une hémorragie !

Pensez-vous offrir ainsi à nos élèves le meilleur cadre pour un enseignement solide, serein et bienveillant ? Soulager les directrices et directeurs d'école qui devront faire face avec des moyens réduits ?

La diminution des effectifs est pourtant, dans notre département, une opportunité de réduire la taille des classes. ... Nous ne pouvons que renouveler le constat, amer, que les mesures annoncées à grand renfort médiatique ne sont pas suivies du budget nécessaire, et que cela se fait au détriment des autres écoles et niveaux. Vous pourrez nous répondre que les fermetures dans certaines écoles vont de soi, qu'une classe à 20 est confortable. Nous vous répondrons que nous souhaiterions que les petits effectifs soient la norme, que tout dépend des élèves présents (certains comptant double, voire triple). L'éternelle question de la comptabilité !

Face à l'épidémie, pensez-vous que les postes de remplaçants prévus au projet seront suffisants ?

Nous remercions les services de la qualité des documents reçus .

Ceux-ci seraient idéalement complétés par les indices IPS des communes. Ce serait une grille de lecture utile pour préparer cette instance et mieux analyser vos propositions.

Nous vous avons alerté sur les besoins en ULIS. Nous aimerais savoir où seront implantées les unités maternelle autisme. Nous savons que des familles refusent les orientations à trop grande distance de leur domicile, au détriment des besoins des élèves concernés. Sans compter le coût financier pour la collectivité de la prise en charge des déplacements. Et, sauf erreur de notre part, nous ne voyons rien pour les élèves plus âgés.

Nous ne voyons rien non plus pour les RASED alors qu'ils sont un moyen pour les élèves les plus fragilisés par la crise de reprendre pied dans leurs apprentissages. Il nous semble que les prises en charge RASED sont plus que jamais nécessaires. Nous déplorons le choix de non création de poste.

La création de deux postes d'enseignant·es référent·es est plus que bienvenue. Leur charge de travail n'a cessé de s'accroître ces dernières années, sans compter les tâches administratives qui l'alourdissent encore. Ils ou elles sont à l'interface de la politique de l'inclusion : l'institution doit les préserver et prendre en compte leurs besoins et conditions de travail .

Les dédoublements de classes en REP continue. Mais qu'en est-il des conditions d'enseignement dans les autres classes de ces écoles. 12 en CP puis 27 en cours double. C'est le grand saut !

Nous serons donc attentifs à vos arguments dans le choix des écoles visées par des fermetures et pourrons peut-être vous éclairer sur quelques situations.

Merci de votre attention.

